

Présidentielle: les associations donnent de la **voix**, ensemble

L'Appel des solidarités, initié avant l'élection présidentielle par la fondation Nicolas Hulot et Emmaüs, signé par plus de cent cinquante associations, a porté un message fort: notre société a besoin de mettre les solidarités au cœur des politiques publiques. Une initiative associative forte, et pas unique.

Jan Robert SUESSER, membre du Bureau national de la LDH

Le 23 mars dernier, l'Appel des solidarités envahissait l'antenne de France Inter. Objectif: peser dans la campagne présidentielle en y portant le thème de la solidarité, en appelant à le signer. Comme avec d'autres initiatives de la société civile, mais sans doute avec davantage d'écho, les associations ont ainsi pris la parole tout au long de la campagne électorale pour influer un débat politique qui tournait autour de questions de personnes, d'honnêteté et d'intégrité, de «sécurisme»... et laissait hors champ les questions centrales de l'égalité, de la solidarité, de l'exclusion, du vivre ensemble, de la démocratie, que les organisations portent au quotidien.

Ainsi la LDH a également participé au «Virage citoyen» qui, dans un Manifeste avec Greenpeace, Aides, la Cimade et la Quadrature du Net, a choisi de montrer comment nos revendications respectives se renforçaient les unes les autres et comment chaque avancée était un point d'appui pour les combats des autres.

Par ailleurs, et cette fois entre

les deux tours, la LDH a pleinement joué son rôle avec l'Appel de soixante et une associations⁽¹⁾ sur les valeurs autour desquelles nous voulions que notre pays reste organisé, rappelant que les conditions pour mener nos combats avaient aussi une dimension électorale présente dans le second tour de la présidentielle. Plus que pendant les précédentes élections présidentielles, les associations se sont regroupées pour faire entendre leurs messages de fond, les portant auprès des citoyens davantage que vers les candidats, cette orientation représentant une nouveauté de ce moment politique.

Droits pour tou-te-s, solidarité avec tou-te-s

La LDH s'est emparée de l'opportunité qu'offrait l'Appel des solidarités comme un haut-parleur à la question de la solidarité dans le débat public.

Classiquement, les questions de la protection sociale, de la redistribution, de l'accès universel aux droits se retrouvaient dans les programmes électoraux. Elles étaient un marqueur du caractère

progressiste des orientations proposées. Les associations interpelaient les candidats et rendaient compte de leurs réponses.

Ce schéma a changé avec la présidentielle de 2017, prenant en compte l'évolution de la situation générale. Après plusieurs décennies d'extension des politiques redistributives, l'actuelle période est marquée par la croissance des inégalités et la montée des risques d'exclusion, une austérité renforçant les inquiétudes quant aux conséquences de tout accident de la vie (chômage, maladie...). Dans ce contexte, les discours vantant l'initiative individuelle et la mise en concurrence des personnes ainsi que le développement d'un sentiment d'inéluctabilité de la réduction des politiques de solidarités se traduisent, pour une partie de l'électorat, par le rejet de l'étranger, le racisme, la délégitimation de celui qu'on juge différent.

L'installation de discours rejetant l'égalité pour l'accès aux droits a conduit les associations à devoir répondre à l'impen- sable: comment reconstruire une conscience partagée met-

(1) www.lejdd.fr/politique/nous-ne-pouvons-pas-rester-spectateurs-lappel-de-61-associations-et-ong-avant-le-second-tour-3315446

tant la solidarité au centre, réhabilitant le commun pour toutes celles et tous ceux qui vivent sur le territoire national ? Comment défendre la solidarité avec ceux qui ailleurs, au-delà des frontières, partagent les mêmes besoins, les mêmes aspirations, les mêmes difficultés ?

L'Appel des solidarités : cadre et diagnostic

L'Appel des solidarités a constitué un moment fort de cette réponse, s'affirmant « *un Appel pour compter toutes celles et ceux qui veulent imprimer durablement les solidarités dans l'ADN d'une démocratie en manque de repères. Un Appel pour construire l'avenir sur un socle de fondamentaux partagé par une France invisible et généreuse qui agit déjà au quotidien. Un Appel pour imposer "5 caps des solidarités" et en faire la boussole des futures politiques publiques.*

L'Appel renvoie la cause des crises auxquelles notre société est confrontée à des raisons结构relles qui minent les solidarités, outil qui peut contribuer à leur résolution collective. « *Les crises se démultiplient et se conjuguent. L'heure est aux replis sur soi et chez soi qui nuisent à l'intérêt général,*

**L'installation
de discours
rejetant l'égalité
pour l'accès aux
droits a conduit
les associations
à devoir
répondre
à l'impensable:
comment
reconstruire
une conscience
partagée mettant
la solidarité
au centre,
réhabilitant
le commun
pour toutes
celles et tous
ceux qui vivent
sur le territoire
national ?**

creusent les inégalités, détrentent le lien social, freinent la transition écologique, affaiblissent la démocratie et menacent nos droits et nos libertés. Toutes ces crises sont liées au fait que les préalables à plus de solidarité ne sont pas réunis : comment partager quand le modèle économique dominant détruit et épouse le substrat de la richesse, les ressources naturelles et les matières premières ? Comment partager quand un tout petit nombre concentre l'essentiel de la richesse en privant le plus grand nombre ? Comment partager quand certains spéculent sur les ressources vitales pour créer la rareté dont ils font profit ensuite ? [...] » L'Appel des solidarités prône un monde plus juste et plus solidaire, se traduisant par cinq « caps des solidarités » (voir encadré ci-dessous).

Concrètement cette campagne s'est largement déployée. Dans la nuit du 22 mars, la statue de la liberté sur l'Ile aux Cygnes est « relookée » avec le doigt symbolisant l'élève qui répond « présent ». Toute la journée du 23 mars, France Inter accueille l'Appel pour rendre compte de l'activité et des préoccupations des associations mobilisées. Sur le site de l'Appel, les reven-



© JRS

dinations sont présentées par les organisations aux mandats et aux formes d'actions très différents. Ne pouvant les citer toutes, on relève : Aclefeu, Action contre la faim, Alternatiba, Amis de la Terre, Apprentis d'Auteuil, Association des paralysés de France, ATD Quart monde, Attac, Bizi!, CCFD-Terre solidaire, Coordination Sud, Emmaüs France, fondation Abbé Pierre, fondation Nicolas Hulot, Greenpeace France, La Cimade, Ligue des droits de l'Homme, Ligue de l'enseignement, Médecins du monde, Osez le féminisme !, Oxfam France, Association Primo Lévi, Réseau action climat, Secours catholique-Caritas France, Secours islamique France, Société protectrice des animaux, Solidarité sida, SOS Racisme, WWF France. En quelques jours, près de deux cent mille personnes répondent présentes, en signant l'Appel. Des initiatives nées indépendamment s'inscrivent dans l'Appel, affirmant ainsi le lien entre leurs objectifs particuliers et l'approche transversale des solidarités. C'est le cas, le 22 avril, lors de l'arrivée à l'esplanade des droits de l'Homme du Troca-

Les solidarités au cœur de ce qui rassemble

L'Appel des solidarités fixe « cinq caps » qui doivent guider toute action politique :

- 1 - solidarité de tous et toutes, avec toutes et tous : luttons contre les inégalités sous toutes leurs formes, contre la fraude et l'évasion fiscale et contre l'impunité des banques, des politiques, des multinationales ;
- 2 - solidarité avec la nature et les générations futures : luttons pour protéger le climat, les sols, les océans, la biodiversité et les animaux. Luttons pour une énergie renouvelable et une économie où rien ne se perd, où tout se transforme ;
- 3 - solidarité avec les personnes en difficulté, exclues, discriminées : luttons pour garantir le logement, l'emploi, l'accès aux soins,

à l'éducation, aux revenus. Défendons nos droits fondamentaux, luttons contre les préjugés qui occultent notre humanité ;

- 4 - solidarité avec les sans-voix : luttons pour que chacune et chacun puisse faire entendre sa voix dans chaque territoire et dans chaque quartier, en toutes circonstances et à poids égal ;
- 5 - solidarité avec tous les peuples : luttons pour une solidarité sans frontières, pour la coopération entre les pays et les continents, pour l'accueil de celles et ceux qui prennent la route, qui fuient la misère et la guerre.

Voir www.appel-des-solidarites.fr/.

J. R. S.



Des initiatives nées indépendamment s'inscrivent dans l'Appel des solidarités, affirmant ainsi le lien entre leurs objectifs particuliers et l'approche transversale des solidarités.
C'est le cas, le 22 avril 2017, de la Marche citoyenne des oubliés, lors de l'arrivée à l'esplanade des droits de l'Homme du Trocadéro.

L'enjeu du vote du 7 mai 2017

Sous le titre « Refusons le repli sur soi et l'intolérance, défendons la solidarité, l'égalité, les libertés et les droits pour tou-te-s », soixante et une organisations affirment : « [...] A la veille de cette élection aux enjeux majeurs, nous, organisations de la société civile, souhaitons lancer un cri d'alarme pour défendre les valeurs qui nous animent et qui constituent le socle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Ces valeurs sont celles de notre devise nationale : la liberté – de critiquer, de manifester, de penser autrement, de proposer des alternatives – l'égalité – bien réelle entre toutes et tous, face à l'emploi, aux aides sociales, à l'accès aux soins et au socle de droits – et la fraternité – c'est-à-dire la générosité et l'humanité envers tous, comme le respect de notre environnement partagé. [...] Nos organisations côtoient toutes celles et tous ceux qui peuvent être tenté-e-s par le découragement, la colère, l'indifférence ou l'opposition aux politiques qui n'ont pas répondu aux inégalités et à l'injustice que beaucoup ressentent. Elles constatent le foisonnement des initiatives, des propositions et alternatives que portent les citoyennes et citoyens, une citoyenneté active à laquelle elles participent pleinement. [...] Avec l'expérience des dernières décennies, la tentation est forte de considérer que nos combats ne se gagneront pas par le vote. [...] Pourtant, si le meilleur n'est pas forcément garanti, le pire reste malheureusement possible. Le pire, ce sont nos valeurs mises à sac. Le pire, c'est une remise en cause des droits qui ne seraient pas les mêmes pour tou-te-s, de la solidarité qui ne s'appliquerait pas à tout le monde et, pour garantir notre sécurité, le renoncement à nos libertés et l'affaiblissement de notre démocratie. Nous ne pouvons pas rester spectateurs. Mobilisons-nous face à celles et ceux qui prônent le rejet de l'autre et le repli sur soi. Il en va de la défense de nos valeurs les plus universelles, un enjeu majeur de cette élection. »

Voir <https://viragecitoyen.org/>.

J. R. S.

déro, de la Marche citoyenne des oubliés, qui, de Nantes à Paris, a fait halte dans plusieurs villes où, avec d'autres associations, la LDH a accueilli les marcheurs.

La richesse des interventions associatives va bien au-delà. Par exemple le « Virage citoyen », auquel la LDH participe, a choisi de montrer comment nos revendications respectives se renforçaient les unes les autres en participant de préoccupations partagées : garantir l'universalité, l'égalité et l'effectivité des droits fondamentaux; faire prévaloir la dignité des personnes; ne pas avoir à choisir entre libertés et sécurités; promouvoir la solidarité ici et ailleurs, aujourd'hui et demain, avec les générations futures; favoriser l'hospitalité. Les liens sont illustrés et mis en perspective par la présentation de campagnes et revendications.

Une expression associative lors du 2^e tour

Si, à l'occasion des élections présidentielles précédentes, les interpellations associatives des candidats se concentraient sur les questions particulières de leur mandat, illustrant ainsi le second membre du slogan « penser glo-

bal, agir local », cette fois le « penser global » s'est imposé.

Cela s'est illustré entre les deux tours, avec un Appel signé là encore par une grande diversité d'associations. Nombre des signataires de l'Appel des solidarités se sont retrouvés dans ces soixante et une associations, même si les deux initiatives étaient indépendantes l'une de l'autre.

Un aperçu des termes de cet Appel (voir encadré ci-contre) montre l'évolution de l'intervention associative dans le contexte d'une société ébranlée par plusieurs décennies de chamboulements économiques, sociaux, environnementaux, internationaux; d'une mondialisation faisant beaucoup de perdants et produisant des séismes politiques majeurs allant jusqu'à remettre en cause les valeurs humanistes auxquelles nos sociétés se référaient.

Ce que donne à penser le temps des présidentielles va-t-il se poursuivre ? A l'heure où cet article est écrit, les législatives n'ont pas eu lieu. On ne sait donc pas ce qu'elles apporteront de spécifique à la réflexion sur l'intervention associative dans le cadre électoral. ●